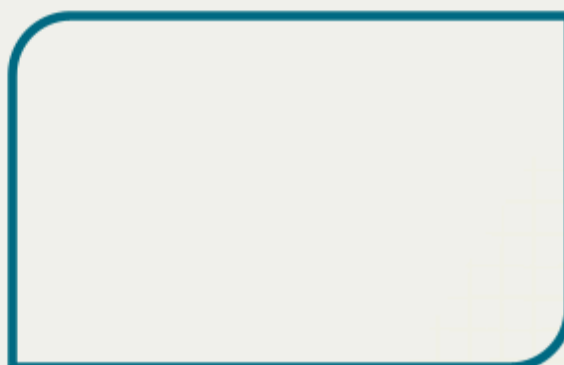
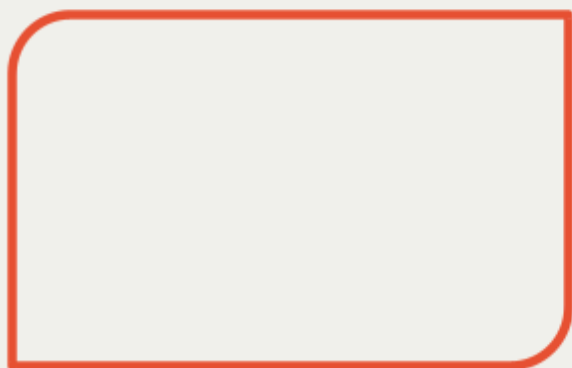




Global Energy Monitor

Charbon: Grandeur et Décadence 2026

Surveillance du portefeuille mondial des centrales de production électrique au charbon



Surveillance du portefeuille mondial des centrales de production électrique au charbon (Mai 2026)

Le rapport **Boom & Bust Coal 2026** comporte les sections suivantes :

(1) Résumé exécutif, (2) Développements clés en 2025, (3) Résumé des données mondiales, (4) Chine : le développement de l'énergie au charbon s'accélère malgré la baisse de la production, (5) Inde : l'expansion du charbon se heurte aux objectifs d'énergie propre, (6) OCDE, G20 et pays non-OCDE : des trajectoires régionales divergentes pour le développement du charbon, (7) Indonésie : des réglementations disparates compliquent le rôle du charbon, aussi bien sur le réseau que hors réseau, (8) États-Unis : l'intervention politique fait grimper la production et les prix, (9) UE27 : le charbon en déclin terminal, (10) Corée du Sud et Japon : des trajectoires divergentes pour le charbon, (11) Australie : la transition emmenée par le solaire ouvre la voie à l'engagement de « zéro nouveau projet de charbon », (12) Turquie : la pression des organisations non gouvernementales pour la transition énergétique contraste avec des plans agressifs de production au charbon, (13) Canada : la prolongation de la durée de vie des centrales au charbon défie la sortie nationale du charbon, (14) Pakistan : les installations décentralisées stimulent la transformation énergétique en dehors du réseau national, (15) Bangladesh : nouveau plan énergétique, toujours les mêmes problèmes centraux, (16) Asie du Sud-Est : les capacités nouvelles de production au charbon stagnent en dehors de l'Indonésie, (17) Russie et Asie centrale : l'usage domestique du charbon se développe tandis que les plans d'exportation échouent, (18) Amérique latine : pas de nouveau projet au charbon mais un recul sur les dates de fermeture, (19) Afrique : les projets au charbon restent limités mais persistent, (20) Balkans occidentaux : les retards de fermeture entrent en conflit avec le mécanisme d'ajustement du charbon aux frontières de l'UE, (21) Ukraine : reconstruire le système électrique pour un avenir plus résilient, (22) Tendances des politiques de financement privé du charbon en 2025, (23) Annexe 1 : Capacité de production électrique au charbon par statut et pays/zone, (24) Annexe 2 : Changements de statut des centrales en 2025 par pays/zone.

Note : Cette traduction ne comprend que quelques extraits du rapport. La version complète est disponible en anglais sur le site web de Global Energy Monitor.

En plus de **Global Energy Monitor**, les co-auteurs du rapport sont : Africa Just Transition Network, ARAYARA International Institute, Bangladesh Working Group on Ecology and Development (BWGED), CEE Bankwatch Network, Beyond Fossil Fuels, Centre for Research on Energy and Clean Air (CREA), Chile Sustentable, Climate Action Network (CAN), Coastal Livelihood and Environmental Action Network (CLEAN), Dhoritri Rokhlay Amra (DHORA), E3G, The Institute of Lawyers for the Protection of the Environment (INSAPROMA), Kiko Network, POLEN Transiciones Justas, Policy Research Institute for Equitable Development (PRIED), Razom We Stand, Reclaim Finance, Solutions for Our Climate (SFOC), Trend Asia, Waterkeepers Bangladesh (WKB).

Résumé exécutif

En 2025, le monde a construit plus de centrales de génération au charbon mais en a moins utilisé. Les ajouts de nouvelles capacités de production au charbon ont atteint l'un des niveaux les plus élevés jamais enregistrés, alors même que la production d'électricité à partir du charbon diminuait. Cet écart a été particulièrement marqué en Chine et en Inde, où l'éolien et le solaire ont répondu à la quasi-totalité de la nouvelle demande, entraînant une baisse de la production au charbon malgré une mise en service de centrales atteignant des sommets sur la décennie.

À mesure que l'écart entre les centrales à charbon et l'énergie qu'elles produisent se creuse, la capacité au charbon est de plus en plus conservée non pas comme source primaire de production, mais comme une forme de capacité de dépannage, valorisée pour sa disponibilité en période de tension plutôt que pour son utilisation quotidienne. Ce phénomène était évident en 2025 tant dans les pays disposant d'une importante exploitation minière domestique — comme la Chine, l'Inde et les États-Unis — que dans les régions importatrices de charbon, y compris certaines parties de l'UE.

En Chine, les nouvelles propositions en nombre record de centrales au charbon ont pris comme justification la nécessité d'apporter un soutien flexible au système électrique et de sauvegarder l'approvisionnement énergétique national. En Inde, le pipeline de développement du charbon s'est élargi pour la cinquième année consécutive avec des arguments similaires de fiabilité et de sécurité énergétique. Aux États-Unis, les pouvoirs fédéraux d'urgence ont maintenu en activité des centrales au charbon qui auraient autrement été fermées, tandis que plusieurs pays de l'UE ont également retardé les fermetures prévues, citant des préoccupations de sécurité énergétique.

Pourtant, les conditions qui font paraître le charbon nécessaire le rendent également superflu. En Chine et en Inde, les projets au charbon sont construits pour servir de doublure à une expansion des énergies renouvelables qui sont déjà en train de les supplanter. Pour les pays importateurs de charbon, la volatilité des prix qui peut sembler

rendre le charbon compétitif par rapport au gaz renforce également l'argument en faveur d'un abandon total des combustibles fossiles. La crise énergétique de 2021–2022 l'a illustré : la hausse des prix du gaz a entraîné celle du charbon, accélérant le déploiement des énergies propres plutôt que de déclencher une renaissance durable du charbon.

Comme on conserve plus de capacités au charbon que les systèmes électriques n'en requièrent, la capacité est de plus en plus utilisée avec des taux de production plus faibles plutôt que pour une production plus élevée, ce qui pèse sur l'économie des centrales et augmente le risque d'**actifs échoués**. Les États-Unis se sont distingués comme la seule économie majeure en 2025 à augmenter sa production de charbon, sous l'effet d'un changement de politique qui a explicitement freiné le déploiement des énergies propres — isolant ainsi le charbon de la pression concurrentielle qui érode sa rentabilité et son usage ailleurs.

Alors que certains gouvernements continuent de promouvoir l'énergie au charbon à travers des législations, le nombre total de pays poursuivant de nouveaux développements au charbon diminue fortement. En 2025, seuls 32 pays proposaient ou construisaient de nouvelles centrales, contre 38 l'année précédente et 75 en 2014. L'Amérique latine a atteint le statut de territoire « Aucun nouveau charbon » en 2025, tandis que la Corée du Sud s'est engagée à sortir du charbon. Dans les pays où le développement se poursuit, l'activité est souvent limitée à un petit nombre de projets persistants ou isolés. De toute la capacité électrique au charbon en construction dans le monde, **seuls 5 % se trouvent en dehors de la Chine et de l'Inde**.

À mesure que le pipeline mondial du charbon se rétrécit, les nouveaux développements se confinent de plus en plus à un petit nombre de pays et de régions, façonné davantage par des choix politiques nationaux spécifiques que par des tendances de marché plus larges. Le défi central à l'aube de 2026 n'est pas la disponibilité d'alternatives au charbon, mais la persistance de cadres politiques qui continuent de traiter le charbon comme nécessaire, alors même que les systèmes électriques s'en affranchissent de plus en plus.

Développements clés en 2025

- **En 2025, la capacité mondiale de production au charbon a continué de croître alors même que la production au charbon diminuait.** La capacité mondiale a augmenté de **3,5 %**, tandis que la production a chuté de **0,6 %**, renforçant un décalage croissant entre les ajouts de capacité et leur utilisation réelle.

- **La production a chuté le plus fortement en Chine et en Inde malgré des mises en service élevées.** En Chine, la capacité a augmenté de 6 % tandis que la production a diminué de 1,2 % ; en Inde, la capacité a crû de 3,8 % pour une baisse de production de 2,9 %. Dans ces deux pays, l'éolien et le solaire ont couvert la majorité de la demande additionnelle, contribuant à l'écart entre les ajouts de capacité et leur utilisation réelle.
- **En Chine, les nouveaux projets et les réactivations de projet ont atteint un record de 161,7 GW.** Au total, **la Chine compte plus de 500 GW de capacité en développement.** Menés à terme, ces projets engageraient la Chine dans une expansion du charbon bien au-delà de la période de son 15^{ème} plan sur 5 ans (2025–2030), période durant laquelle le gouvernement s' est engagé à réduire la consommation de charbon.
- **L'Inde a enregistré 27,9 GW de nouvelles propositions ou de reprises de propositions en 2025.** En tout, **l' Inde a 107,3 GW de capacités en phase de planification de la construction, et aussi 23,5 GW en construction.** Le gouvernement vise 100 GW supplémentaires sur les sept années suivantes, alors même que les ajouts record de solaire et éolien ont poussé les énergies non fossiles à représenter plus de la moitié de la capacité installée totale en 2025.
- **À l'échelle mondiale, près de 70 % des unités dont la fermeture était prévue en 2025 n'ont pas été retirées du service;** ceci comprend **69 % des fermetures prévues dans l'UE et 59 % aux États-Unis.** En Europe, la plupart des délais non respectés sont dus à des reports qui ont pris racine dans la crise énergétique de 2022–2023, alors même que les engagements d'arrêt du charbon restent en vigueur. Aux États-Unis, les retards sont plus directement liés à des interventions gouvernementales qui maintiennent les vieilles installations au charbon en activité par des ordonnances.
- **Le développement du charbon a continué à se réduire géographiquement :** Le nombre de pays avec des constructions ou des projets de construction au charbon est passé de **38 en 2024 à 32 en 2025.** Parmi les pays qui se retirent du pipeline, la **Corée du Sud** prévoit une sortie d'ici **2040** ; et le Brésil et le Honduras qui, en abandonnant leurs projets, laissent **l'Amérique latine libre de toute nouvelle proposition au charbon.**
- Les constructions de centrales au charbon en dehors de l' Inde et de la Chine ont atteint un nouveau plancher, qui représente à peine 5% des capacités en construction en 2025. L' expansion au niveau mondial est de plus en plus le fait d'un petit nombre de pays plutôt que le résultat d' une demande globale généralisée.

- **Le parc indonésien a crû de 7 % en 2025**, un quart de l'augmentation étant destiné au charbon « captif » pour le traitement du nickel et de l'aluminium. Le pays se place aussi au troisième rang pour le total des capacités en projets (11 GW) derrière la Chine et l'Inde, ce qui inclut à la fois des nouvelles centrales reliées au réseau et la persistance de projets captifs en dehors du réseau.
- En Turquie, **il ne reste qu'une proposition active au charbon** alors que le pays s'apprête à accueillir la conférence pour le climat COP 31, contre plus de 70 en 2015.
- En Asie du Sud Est en dehors de l'Indonésie, les nouvelles capacités au charbon ont diminué pour la troisième année de rang, et ce alors que les débuts de perturbations des approvisionnement en gaz en 2025 ont encouragé certains pays à s'appuyer davantage sur le charbon
- En Afrique, les projets au charbon ont à nouveau été concentrés **au Zimbabwe et en Zambie**, qui à eux deux totalisent **deux tiers des nouveaux développements dans la région**.

UE27 : Le charbon en déclin terminal

La flotte au charbon de l'Union Européenne a continué son déclin en 2025, alors même que les inquiétudes sur la sécurité énergétique ont freiné le rythme des fermetures. La part du charbon dans le mix énergétique de la région a continué de fondre du fait des fermetures de centrales les plus vieilles et de la baisse d'utilisation de la flotte.. Presque 68 GW de capacités ont été arrêtées dans l'UE dans la dernière décennie, proche des 81 GW encore en opération en décembre 2025. En 2025, 5,1 GW de capacité au charbon ont été arrêtés dans 9 pays, avec en tête l'Espagne et l'Irlande. 5,3 GW supplémentaires ont été mis sous cloche, le nombre le plus important des 10 dernières années.

L'utilisation du charbon dans l'UE **a chuté** de 37% depuis 2015, rendant la dépendance aux centrales à charbon de plus en plus rare dans beaucoup de pays. Malgré la baisse de la production, le rythme des arrêts en 2025 est très loin des attentes, On a retiré moins de la moitié de capacités en 2025 comparé à 2024 (11,6 GW). Quand on examine les arrêts ou conversions qui étaient prévus en 2025, 69% n'ont pas été menés à terme. Parmi les 35 arrêts qui n'ont pas eu lieu, 28 ont été reportés à une date ultérieure à travers 6 pays.

Derrière ces arrêts manquants, on voit une réponse politique délibérée aux incertitudes géopolitiques alors qu'un conflit global continue de définir comment les pays européens évaluent leur sécurité énergétique en regard des engagements de décarbonisation, ce qui produit des effets divers dans cette partie du monde.

Certains pays ont utilisé la crise comme un catalyseur pour accélérer la sortie du charbon. L'Irlande a arrêté son unique centrale à charbon, la centrale de [Moneypoint](#) en Juin 2025 - six mois avant la date prévue. Cette fermeture précoce a été rendue [possible](#) par une exposition limitée du pays aux fournitures énergétiques russes et la croissance rapide du secteur éolien, qui a atteint 37% de la production en 2024. L'Espagne a pratiquement terminé la production au charbon sur le territoire continental des mi-2025. La centrale de [Alcúdia](#) sur l'île de Majorque reste en fonction comme une source de dépannage d'urgence (avec un plafond d'utilisation à 500 heures par an) durant la construction d'une seconde ligne sous-marine reliant l'île au continent.

D'autres pays utilisent les tensions actuelles pour justifier le ralentissement de leur sortie du charbon. L'Italie qui avait planifié une sortie d'ici à 2025 a choisi au contraire de mettre sous cloche ses dernières centrales sur le continent, citant la volatilité de la situation géopolitique comme justification pour les garder en tant que réserve stratégique de capacités. En 2025, l'échéance de fermeture du pays a été prolongée jusqu'en [2029](#), puis en 2026 jusqu'à [2038](#) au sortir de la guerre entre les Etats-Unis-Israël et l'Iran. La Grèce a de même demandé une extension pour son exploitation de lignite, bien que les pressions économiques - en particulier les coûts croissants dans le système européen d'échange des crédits carbone - ne forcent à limiter pour finir le délai d'extension et ne rendent intenable les coûts financiers d'opération du charbon.

Le ralentissement des fermetures en 2025 fait écho aux suites de l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022, quand plusieurs pays européens ont ralenti leur transition énergétique au nom de la sécurité énergétique. Cependant, même durant la période de volatilité causée par la crise géopolitique de la guerre de la Russie, le charbon n'a pas connu un rebond significatif durable dans la région, ce qui prouve la solidité de la tendance derrière la sortie européenne du charbon. A la fois la capacité des centrales à charbon et leur production totale dans la région continuent de chuter, avec plus de capacités arrêtées en 2025 qu'en 2022 et 2023 combinés.

Les soucis quant à la sécurité énergétique ont continué jusqu'en 2026 avec une instabilité renouvelée qui affecte les marchés du pétrole et du gaz, causée entre autres par les tensions au Moyen Orient qui menacent les livraisons sur les routes clé d'échange de l'énergie. Des prix majorés du pétrole et du gaz peuvent temporairement améliorer la compétitivité du charbon dans des marchés influents, faisant monter la possibilité d'un nouveau bref [rebond](#) de la demande de charbon en Europe. Déjà, des

pays comme l'Italie ont [suggéré](#) que des centrales désactivées pourraient être remises en service en réponse à la guerre entre les Etats Unis et Israël et l'Iran.

Malgré tout, les infrastructures vieillissantes de l'énergie fossile ne garantissent pas forcément leur résilience. Avec un âge moyen de 42 ans dans l'Union Européenne - au-delà de l'âge moyen de mise au rebut - continuer à leur faire confiance comporte des risques croissant quant à leur opération et leur maintenance. De plus, les prix du charbon sont eux même [influencés](#) par ceux du marché des énergies fossiles. Durant les premières semaines de l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022, les prix européens du charbon avaient [crû](#) de presque 130% alors que les marchés du pétrole et du gaz étaient en tension, prouvant comment le charbon - comme le gaz - pouvait être susceptible à la [volatilité](#) des marchés.

Des événements récents ont aussi mis en lumière que la résilience du système dépend moins du volume des capacités au charbon que de la flexibilité et [redondance](#) du système de transport de l'énergie. La [panne totale](#) en avril 2025 dans la Péninsule Iberique a montré que la résilience du réseau dépend de sa flexibilité, de ses échanges et du système de coordination plutôt que du simple volume des capacités thermiques.

Alors que les énergies renouvelables, les possibilités de stocker et d'autres solutions flexibles se [développent](#) dans la région, les véritables systèmes de protection supposent d'augmenter ces capacités et de diminuer les dépendances aux énergies fossiles plutôt que de prolonger la durée de vie des centrales vieillissantes. Une crise énergétique pourrait devenir le catalyseur pour accélérer des plans de transition à plus long terme; en mars 2026, les dirigeants de l'UE durant une réunion du conseil de l'Europe ont [conclu](#) " qu'une énergie propre et développée localement "est la stratégie optimum pour la sécurité et l'autonomie des systèmes.

Dans le même temps, tous les manquements à l'arrêt des centrales à charbon ne sont pas dû à la situation géopolitique. Dans plusieurs cas, des centrales au charbon sont restées en activité à cause de retards des équipements qui devaient les remplacer ou des nouvelles transmissions. Par exemple, la centrale de [Te-Tol](#) en Slovénie et de [Fiume Santo](#) en Italie ont continué leurs opérations tandis que les délais de construction de leurs remplacements avaient dérapé. Dans d'autres cas, les fermetures étaient prévues après la période de chauffage de l'hiver 2025-2026 - comme par exemple la centrale de [Agios Dimitrios](#) en Grèce - pour servir les besoins planifiés.

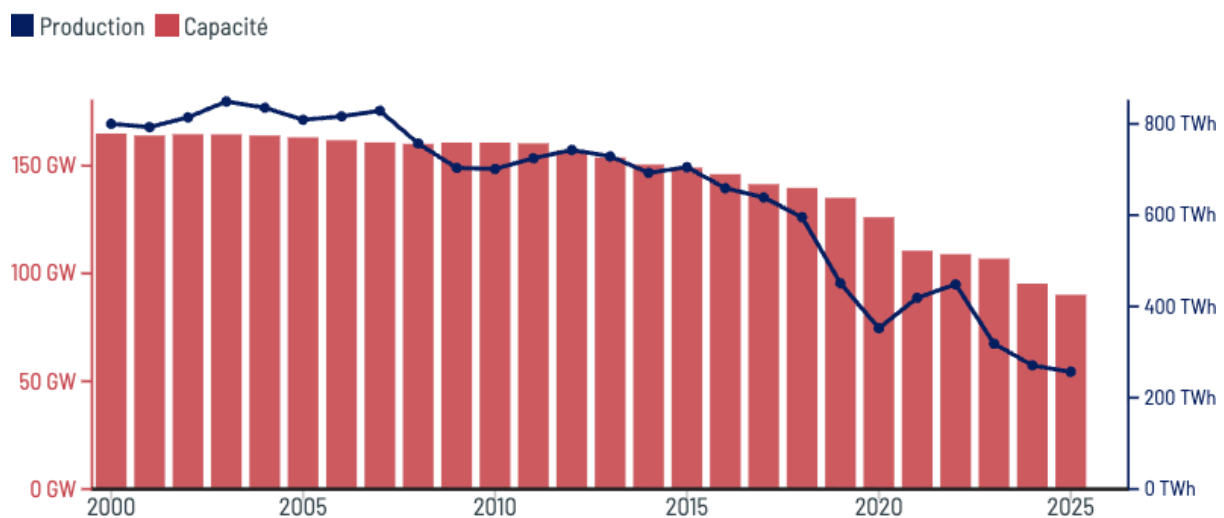
Pour faire suite à l'achèvement de la sortie du charbon de l'Irlande, l'UE a maintenant 16 pays qui ont encore des capacités au charbon sous cloche. Cinq de ces pays ont moins de 1 GW de capacité au charbon (Slovaquie, Croatie, Danemark, Espagne et Finlande), et neuf pays en tout ont moins de 2 GW (en ajoutant Hongrie, Slovénie, Grèce et France). Dans l'UE, 36,1 GW de capacités ont un arrêt planifié pour chaque unité d'ici à

2030, et 25.5 GW supplémentaires qui doivent être mises à l'arrêt entre 2030 et 2048. Toujours dans l' UE, 28,6 GW de capacités au charbon n' ont aucune date planifiée pour cette unité, un chiffre en baisse comparé à 30,9 GW en 2024.

A noter, la production d'électricité au charbon dans l' UE a **diminué** en 2025 pour la troisième année consécutive. Tout juste 9,2% de la production totale d'électricité dans la région provient du charbon, en baisse par rapport au chiffre de 24,6% en 2015. La magnitude de cette baisse suggère que même les centrales encore en activité ont une relativement faible utilisation. Mes les pays de l' UE qui conservent une flotte de centrales au charbon relativement importantes ont vu une réduction considérable de la production d'électricité au charbon.

Les capacités au charbon dans l' UE déclinent mais pas aussi vite que l' utilisation du charbon

Production d'électricité au charbon (en Téravatt-heures) and capacités au charbon (en Gigawatt) dans l' UE par année



Global Coach Plant Tracker, janvier 2026 (capacités), Ember Electricity Data Explorer (production)
Le seuil de capacité prise en compte est 30 MW.

gem

L'Allemagne, qui avec 28,3 GW a le plus grand nombre de capacités au charbon en Europe et le 9ème plus grand dans le monde, a vu sa capacité au charbon **diminuer** d'une part de 31,7% de son portefeuille énergétique à 20,6% en à peine trois ans même s'ils n' ont arrêté que 368 MW de capacités au charbon en 2025. En Pologne, avec une flotte de centrales au charbon de taille similaire de 27,3 GW, le charbon a **baissé** en dessous de 50% du portefeuille énergétique pour la première fois en Avril 2025 et **s' est stabilisé** à 50,4% pour l'année complète. En Bulgarie, un autre pays européen qui

prévoit de sortir complètement du charbon après 2035, la production d'électricité au charbon a **diminué** de plus de 60% en trois ans.

Les pays européens qui ont une flotte de centrales à charbon de faible taille ont connu la même tendance. La part de l'Espagne dans la production au charbon en 2025 a été de juste 0,32% du total et a **représenté** moins de 1 térawatt pour l'année en valeur absolue. Les 217 MW de capacité de la centrale de **Plomin** en Croatie sont restés stables pendant les huit dernières années mais le charbon a **baissé** de 10.7% à 5% du mix énergétique sur la même période. Au Danemark, les 411 MW de capacités au charbon en activité à la centrale de **Nordjylland** ont **produit** en 2025 seulement la moitié en chiffre absolu de la production comparativement aux années précédentes.

Malgré des arrêts et fermetures moins nombreux, 2025 a été une année importante pour la transition énergétique de l'Europe. La production réelle d'électricité au charbon est **en baisse**, et les énergies renouvelables continuent de croître. Le solaire et l'éolien ont produit plus d'énergie dans l'UE que les énergies fossiles pour la première fois en 2025, une étape cruciale qui promet d'autres avancées majeures alors que l'échéance de sortie du charbon alignée sur l'accord de Paris se rapproche. Le déclin immédiat du charbon et son élimination éventuelle continuent de se mettre en place avec fermeté en Europe.